

PREFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE,
DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FINANCES
SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE

Réf. : **Affaire suivie par M^{me} GIEL**
FG/CB- ☎. (02) 32.76.53.95

Rappeler impérativement les références ci-dessus
Télécopie : (02) 32 76 54 60

ROUEN, le 11/10/96

- ARRÊTÉ -

LE PRÉFET,

DE LA RÉGION DE HAUTE-NORMANDIE

PRÉFET DE LA SEINE-MARITIME

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Dossier n° 9600356

S.A. HOYER FRANCE

SANDOUVILLE

AGREMENT DECHETS D'EMBALLAGE

PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES

VU :

La loi n° 75.633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux, modifiée notamment par la loi n° 92.646 du 13 juillet 1992,

La loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976 précitée,

Le décret n° 94.609 du 13 juillet 1994 portant application de la loi du 15 juillet 1975 précitée et relatif aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas des ménages,

Les différents arrêtés préfectoraux et récépissés autorisant et réglementant les activités de traitement de déchets industriels et de nettoyage et broyage d'emballage en Polyéthylène Haute Densité (P.E.H.D) exercées à SANDOUVILLE par la S.A. HOYER,

La demande en date du 23 avril 1996 par laquelle la S.A. HOYER FRANCE, dont le siège social est 5, Boulevard du Midi à ROUEN, sollicite l'agrément pour la valorisation et l'élimination de déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas des ménages, dans son usine de SANDOUVILLE,

Les dossiers d'installations classées font l'objet, pour leur gestion, d'un traitement informatisé. Le droit d'accès au fichier et de rectification prévu par l'article 27 de la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la Préfecture.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté Égalité Fraternité

Le rapport de l'inspection des Installations Classées en date du 22 juillet 1996,

L'avis favorable émis par le conseil départemental d'hygiène lors de sa séance du 10 septembre 1996,

Les notifications faites au demandeur les 27 août 1996 et

23 SEP. 1996

CONSIDERANT :

Que les activités de la S.A. HOYER FRANCE à SANDOUVILLE sont autorisées au regard de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement,

Que l'exploitant procède à la valorisation de déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas des ménages,

Que cette pratique doit être agréée conformément à la loi du 15 juillet 1975 et au décret du 13 juillet 1994,

Qu'il y a lieu, en conséquence, de faire application de l'article 18 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 susvisé,

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} : La Société HOYER FRANCE, dont le siège social est 5, Boulevard du Midi à ROUEN, est agréée, à compter de la date de notification du présent arrêté, pour l'exercice de l'activité suivante implantée sur son site de SANDOUVILLE :

- nettoyage et/ou broyage d'emballage en carton, acier ou polyéthylène haute densité (PEHD).

Les emballages ainsi traités sont utilisés en valorisation matière ou en récupération d'énergie.

La quantité maximale des emballages traités est de 40 tonnes par mois (PEHD, acier, carton).

ARTICLE 2 : Cet agrément est subordonné au respect des prescriptions ci-après :

1°/ Lors de la prise en charge des déchets d'emballage d'un tiers un contrat écrit sera passé avec ce dernier en précisant la nature et la quantité des déchets pris en charge. Ce contrat devra viser cet agrément et joindre éventuellement ce dernier en annexe. De plus, dans le cas de contrats signés pour un service durable et répété, à chaque cession, un bon d'enlèvement sera délivré en précisant les quantités réelles et les dates d'enlèvement.

2°/ Pendant une période de 5 ans devront être tenus à la disposition des agents chargés du contrôle du respect du décret du 13 juillet 1994 :

↳ les dates de prise en charge des déchets d'emballages, la nature et les quantités correspondantes, l'identité du tiers, les termes du contrat et les modalités d'élimination.

↳ les quantités traitées, éliminées et stockées, le cas échéant et les conditions de stockage.

↳ les bilans mensuels ou annuels selon l'importance des transactions.

3°/ Tout projet de modification significative de l'activité du titulaire ou des moyens qu'il met en oeuvre sera porté à la connaissance du préfet, préalablement à sa réalisation.

4°/ L'exploitant transmettra annuellement à l'inspection des installations classées avant le 1er mars un récapitulatif des tonnages traités l'année précédente en distinguant selon les cas :

- ♦ la quantité totale éliminée
- ♦ la provenance des déchets : Eure et Seine-Maritime, autres régions
- ♦ les types de déchets selon les catégories suivantes : papiers cartons, plastiques, verre, bois, métaux, autres ou en mélange.

En outre, l'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (titre III) - parties législatives et réglementaires - du Code du Travail, et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. Sur sa demande, tous renseignements utiles lui seront fournis par l'inspection du travail pour l'application de ces règlements.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté devra être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur de l'établissement.

ARTICLE 4 : L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de la police, de l'inspection des installations classées et de l'inspection du travail, de l'inspection des services d'incendie et de secours, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

ARTICLE 5 : En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté pourra faire l'objet des sanctions prévues à l'article 23 de la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée indépendamment des condamnations à prononcer par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, le présent arrêté cessera de produire effet si l'établissement n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

ARTICLE 6 : Au cas où la société serait amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration aux services préfectoraux, dans le mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au moins un mois avant la date de cessation, dans les formes prévues à l'article 34.1 du décret précité du 21 septembre 1977 modifié, et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976.

ARTICLE 7: Conformément à l'article 14 de la loi du 19 juillet 1976 susvisée, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 8: Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

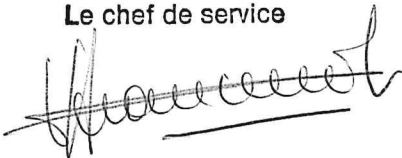
ARTICLE 9 : Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le sous-préfet du HAVRE, le maire de SANDOUVILLE, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Haute-Normandie, les inspecteurs des installations classées, le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, les inspecteurs du travail, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, ainsi que tous agents habilités des services précités et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la porte de la mairie de SANDOUVILLE.

Un avis sera inséré aux frais de la société intéressée dans deux journaux d'annonces légales du département.

ROUEN, le 11 OCT. 1996

Pour ampliation

Le chef de service



Pascale BESANCENOT

LE PREFET,

Pour le Préfet, et par délégation,

le Secrétaire Général,

Jean-Loup DRUBIGNY